

Lettre ouverte au Préfet de la Région Alsace

Le 14 février 2014

Monsieur le Préfet,

Nous vous remercions d'avoir accepté de recevoir le ***Collectif Universitaire Marc Bloch contre la Haine et l'Intolérance***. Celui-ci s'est constitué spontanément suite à la vive indignation suscitée par les exactions xénophobes de groupuscules d'extrême droite, le 8 février dernier, sur le Campus de l'Université de Strasbourg.

La marche silencieuse de ce 14 février témoigne non seulement de l'émotion de toute notre communauté universitaire, mais encore de l'urgence à nous mobiliser dans la dignité contre la propagation d'idéologies qui mettraient en danger nos valeurs républicaines et démocratiques, si elles n'étaient pas combattues avec toute l'énergie nécessaire. Comme les étudiants et les personnels de l'université, la majorité de nos concitoyens nourrissent aujourd'hui la plus grande inquiétude devant le développement d'idées et d'actions qui nous rappellent les heures les plus sombres du siècle passé. Que ce soit le mouvement réactionnaire de la « Manif pour tous » qui manipule l'opinion publique pour disqualifier les « études de genre », ou qu'il s'agisse de « Jour de colère » et du mouvement de retrait des élèves de nos écoles initié par des idéologues de la droite extrême, nous devons déplorer la multiplication des attaques portées contre la liberté de la recherche et le Service public d'éducation.

Mais aujourd'hui la limite de l'acceptable a été franchie dans notre université, qui incarne des valeurs de résistance, d'humanisme et de tolérance : des groupes néo-nazis ont maculé impunément notre bibliothèque universitaire d'inscriptions haineuses, alors que d'autres lancent aujourd'hui, en Alsace et sur tout le territoire français, une chasse aux livres qui ne seraient pas conformes aux normes rétrogrades qu'ils voudraient nous imposer. A quand la chasse à l'homme et les autodafés ? En s'en prenant aux symboles du savoir et de la transmission des connaissances, ils portent atteinte à la liberté d'étude et d'enseignement. En stigmatisant l'autre pour sa différence, que ce soit l'étranger, le juif, le musulman ou l'homosexuel, les propagateurs de la haine foulent aux pieds l'Egalité et se mettent en dehors du Droit. Face à ce nouvel obscurantisme et à cette banalisation de l'inadmissible, nous considérons que l'Etat se doit de réagir avec la plus grande fermeté.

Nous demandons solennellement que les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour que les profanateurs de notre université soit retrouvés et traduits devant la justice. Nous demandons aussi que les groupes d'extrême droite, dissous par décret présidentiel le 25 juillet 2013, et qui continuent pourtant leur propagande ignoble et leurs exactions, soit effectivement mis hors d'état de nuire. Nous alertons enfin notre gouvernement et l'opinion publique sur les risques majeurs que font courir à notre culture et à notre démocratie la diffusion massive et pernicieuse des idéologies d'extrême droite, dans un contexte de profonde crise économique, politique, culturelle et sociale.

Le Collectif Universitaire Marc Bloch contre la Haine et l'Intolérance inscrira dans la durée son travail d'alerte, d'information et de partage du savoir. Nous entendons contribuer à la défense des valeurs qui sont celles de l'Université : la tolérance, le respect mutuel, l'égalité, la liberté d'enseignement, de formation et de recherche. Nous savons, Monsieur le Préfet, que l'action publique, et l'Etat que vous représentez, sauront apporter tout le soutien qu'il convient à la défense de ces valeurs.

Le Collectif Universitaire Marc Bloch contre la Haine et l'Intolérance